



HAL
open science

Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988)

Marie-Christine Granjon

► **To cite this version:**

Marie-Christine Granjon. Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988). Matériaux pour l'histoire de notre temps, 1988, Mai 68 : les mouvements étudiants en France et dans le monde, 11-13, pp.10-17. 10.3406/mat.1988.403819 . hal-03746121

HAL Id: hal-03746121

<https://hal.science/hal-03746121>

Submitted on 10 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988)

Madame Marie-Christine Granjon

Citer ce document / Cite this document :

Granjon Marie-Christine. Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988). In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°11-13, 1988. Mai-68 : Les mouvements étudiants en France et dans le monde. pp. 10-17;

doi : <https://doi.org/10.3406/mat.1988.403819>

https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1988_num_11_1_403819

Fichier pdf généré le 31/05/2018

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988)

Aux Etats-Unis, les années soixante ont été caractérisées par une contestation multiforme de l'ordre établi, au nom de valeurs démocratiques, égalitaires ou libertaires. Ce qu'on a appelé le Mouvement (1960-1972) a été le fait de catégories sociales hétérogènes, définies par leur appartenance ethnique - Noirs, Indiens, Mexicains, Américains, Portoricains... - par leur rôle social ou leur statut professionnel - étudiants, professeurs, chercheurs, écrivains... - ou par leur choix d'un mode de vie non conforme à la morale en vigueur, à l'*American Way of Life* - bohèmes en tous genres, hippies et leurs épigones (provos, yippies...), féministes, homosexuels. L'agitation et la révolte des campus universitaires, qui atteignent leur paroxysme en 1968-1970, ont été le fer de lance du Mouvement. Le SDS (*Students for a Democratic Society*) constitué, de 1962 à 1969, l'organisation nationale la plus représentative d'une nouvelle gauche (ou nouveau radicalisme), qui tente d'exprimer les aspirations, les thèmes de revendication et l'idéologie du mouvement étudiant¹.

Comment celui-ci est-il apparu et pourquoi a-t-il pris cette ampleur ? Quelle a été l'évolution de la nouvelle gauche et quelles sont les causes de sa soudaine désintégration ? Quelles conséquences immédiates, quels effets à long terme a-t-elle eu sur la vie sociale et politique américaine ? Quelle est son originalité dans l'histoire américaine et quelles similitudes présente-t-elle avec le mouvement français de mai 1968 et le gauchisme qui en est issu ?

De la «génération silencieuse» à la nouvelle gauche

Dans l'Amérique des années 1950, les étudiants font partie d'une «génération silencieuse», qui participe au climat de la «fin des idéologies» (Daniel Bell, 1960). La guerre froide et le maccarthysme ont eu rai-

son d'une gauche déjà faible et divisée. L'esprit de contestation survit néanmoins chez quelques intellectuels critiques (C. Wright Mills, Herbert Marcuse, Erich Fromm, Paul Goodman...) et au sein de certaines minorités : les antiségrégationnistes, qui luttent en faveur des droits civiques des Noirs (Martin Luther King s'illustre, en décembre 1955, dans le boycott victorieux des autobus de Montgomery, Alabama) ; les pacifistes radicaux (A.J. Muste, Dave Dellinger...), qui mènent des actions spectaculaires et non violentes contre les essais nucléaires ; les animateurs sociaux (Saul Alinsky), qui s'efforcent d'organiser les quartiers pauvres ; les beatniks (Allen Ginsberg, Jack Kerouac...) qui affichent un non-conformisme culturel généralisé. Mais cette contestation reste embryonnaire, hétérogène et fragmentée.

Le Mouvement débute le 4 février 1960 à Greensboro (Caroline du Nord), lorsque quatre étudiants noirs, victimes de la ségrégation, improvisent un *sit-in* dans un supermarché Woolworth. Ce *sit-in*, réitéré les jours suivants, sera suivi de multiples manifestations du même genre dans les Etats du Sud. Stimulés par ce mouvement pour les droits civiques des Noirs (1960-1964), les étudiants blancs commencent à se mobiliser ailleurs, en faveur de revendications diverses : arrêt des essais nucléaires, liberté d'expression à l'Université, respect des libertés civiques dans la nation, neutralité à l'égard du régime de Fidel Castro... Cet esprit protestataire, particulièrement développé à l'université de Californie, culmine à l'automne 1964 dans le mouvement pour la liberté de parole à Berkeley (Baie de San Francisco). Le *Free Speech Movement* (FSM) entraîne des milliers d'étudiants qui réussissent à arracher aux autorités universitaires un assouplissement des règlements concernant le droit de propagande politique sur le campus.

Dès la fin des années 1950, dans les universités du *Middle-West* et de l'Est, des étudiants, inspirés par l'exemple anglais, s'efforcent de renouveler la réflexion sur le socialisme et la gauche par le canal de clubs ou de revues (*Studies on the Left*, Wisconsin ; *New University Thought*, Chicago). Sur le campus de Ann Arbor (Wisconsin), Al Haber et quelques étudiants (Sharon Jeffrey, Bob Ross, Tom Hayden...) espèrent revigorer le SDS, groupuscule étudiant rattaché à une organisation social-démocrate, apparue en 1906, et rebaptisée en 1921 *League for Industrial Democracy*. En 1960, inspirés par le mouvement pour les droits civiques, Al Haber et ses amis s'emploient à faire du SDS un lieu de rencontre, de réflexion et de discussion, capable de fournir aux militants les moyens intellectuels de comprendre le sens de leur action et d'établir un lien entre les divers sujets de protestation qui les mobilisent çà et là : discrimination raciale, pauvreté, course aux armements, politisme centre-américain, autoritarisme et bureaucratie à l'Université... Le SDS réussira partiellement dans cette tâche, malgré ses maigres effectifs - 250 membres en 1960, 1 365 cotisants à la fin de l'année 1964, répartis entre 41 chapitres - et une inefficacité administrative notoire. Le rayonnement du SDS tenait, d'une part, au dynamisme de ses animateurs (A. Haber, T. Hayden, R. Flacks, B. Ross, P. Booth, T. Gitlin, R. Davis...), d'autre part, à son respect de l'autonomie des autres groupes étudiants implantés localement et, enfin, à la qualité de sa production théorique. Le SDS a su synthétiser les croyances et les idéaux du mouvement étudiant naissant dans deux manifestes, très lus et diffusés parmi les activistes : *Port Huron Statement* (1962), rédigé essentiellement par Tom Hayden et *America and The New Era*, écrit par R. Flacks et supervisé par T. Hayden². Mais le SDS n'atteindra

1. Voir Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation. Les années 60 aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985. La meilleure anthologie de textes du Mouvement, précédée d'un historique, est celle de Massimo Teodori, ed., *The New Left : A Documentary History*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1969. Voir également : Paul Jacobs et Saul Landau, ed., *The New Radicals : A Report with Documents*, New York, Random House, 1966 ; ou Mitchell Cohen et Dennis Hale, ed., *The New Student Left. An Anthology*, Boston, Beacon Press, 1967. Sur l'histoire du SDS voir : Kirkpatrick Saie, *SDS*, New York, Random House, 1973 ; et James Miller, *Democracy is in the streets. From Port Huron to the Siege of Chicago*, New York, Simon and Schuster, 1987.

2. Tom Hayden, qui accompagna la nouvelle gauche jusqu'à sa phase la plus radicale (1969-1970), est aujourd'hui sénateur de Californie et leader d'une organisation régionale aux options social-démocrates, *Campaign for Economic Democracy*. Sa campagne



Manifestation devant le Congrès américain, Washington. Photo X-DR.

électorale a été financée par son épouse - depuis 1973 - l'actrice Jane Fonda, grande prêtresse de la gymnastique «aérobic». Richard Flacks est professeur de sociologie à l'Université de Californie (Santa Barbara). Il est devenu l'un des meilleurs sociologues de la nouvelle gauche, auteur de nombreux articles à ce sujet. Voir notamment son ouvrage : *Youth and Social Change*, Chicago, Markham, 1971.

3. Chiffres empruntés à K. Sale, *SDS*, op. cit., p. 246.

4. Cf. Timothy Leary, *The Politics of Ecstasy*, Londres, Paladin.

5. Voir par exemple : Kenneth Keniston, *Young Radicals : Notes on Committed Youth*, New York, Harcourt, Brace and World, 1968. Du même auteur : *Youth and Dissent : The Rise of a New Opposition*, New York, Harcourt, Brace, Jovanovitch, 1971. Voir également John L. Horn, Paul D. Knott, «Activist Youth of the 1960's : Summary and Prognosis», *Science*, 171, 12 mars 1971, pp. 977-985.

6. Cf. les analyses de Richard Flacks, mentionnées dans la note 2.

une notoriété nationale et «médiatique» qu'avec la guerre du Vietnam. Le 17 mars 1965, il prend l'initiative d'une des premières manifestations nationales contre cette guerre, manifestation à laquelle participent à Washington près de 25 000 personnes. Le SDS devient alors le symbole de l'esprit de résistance à la guerre sur les campus. De 4 300 cotisants en 1965, il passera à près de 100 000 en 1968, avec plusieurs dizaines de milliers de sympathisants et de militants occasionnels³.

Crise de société et conjoncture favorable

La guerre du Vietnam a été tenue à juste titre pour le principal amplificateur de la révolte étudiante. Mais elle n'explique pas tout : la nouvelle gauche et la contre-culture ont précédé les protestations contre la guerre. L'explosion de Berkeley (1964) ne devait rien à celle-ci. Pas plus que le mouvement psychédélique (1963-1964), né dans l'enceinte de Harvard, à l'instigation de deux

enseignants, Timothy Leary et Richard Alpert (rapidement exclus), qui expérimentèrent sur des volontaires le LSD, drogue chimique censée procurer une «extase mystique»⁴. Si les raisons profondes du mouvement pour les droits civiques apparaissent évidentes - racisme, ségrégation, statut socio-économique inférieur des Noirs - les causes de la révolte des campus et de la contestation culturelle semblent paradoxales : pourquoi des jeunes gens d'origine aisée, bons étudiants en général, promis à un brillant avenir⁵ se sont-ils mis à récuser un ordre social qui leur était favorable ? Parmi les nombreuses interprétations proposées, celles qui nous semblent les plus plausibles mettent en avant la contradiction entre, d'une part, les nouveaux modes d'éducation et de socialisation de la jeunesse («permissivité» relative, «culture jeune» propagée par les media qui offrent des modèles de comportements ludiques) et, d'autre part, les structures hiérarchisées et bureaucratiques dans lesquelles ces jeunes devront finalement s'insérer

(universités, entreprises privées, administrations publiques...). Ces structures fonctionnent en effet selon une logique puritaine (travail, discipline, hiérarchie...) alors que la nouvelle éducation incite à chercher l'autonomie et la créativité, et que la société de consommation invite à l'hédonisme et à la jouissance immédiate. Rassemblés dans des universités géantes - dont Berkeley est le modèle - impersonnelles, bureaucratiques, les étudiants se sont rendu compte qu'ils étaient privés de pouvoir et qu'ils devaient se plier à des règles empruntées aux grandes organisations auxquelles ils auraient à s'intégrer tôt ou tard. Ils ont découvert aussi que l'Université américaine, très liée au monde des affaires, à l'armée et à l'Etat, était loin de respecter les valeurs humanistes, l'indépendance d'esprit et le sens de l'objectivité, dont elle se réclamait en théorie⁶.

Ces contradictions sont apparues insupportables dans un contexte historique particulier qui a favorisé la prise de conscience et la révolte en actes : campagne et élection à la présidence de John F. Kennedy (novembre 1960), qui créa un élan d'espoir parmi les Noirs et les jeunes ; mouvement pour les droits civiques, qui suscita un effet d'entraînement parmi les étudiants blancs ; climat de prospérité, qui autorisait la contestation à moindre risque ; conflit vietnamien déjà mentionné. Si ce dernier avait été la seule cause de l'agitation étudiante, celle-ci aurait dû s'amplifier avec l'extension de la guerre et l'intensification des bombardements américains au Nord Vietnam (1972). Mais les campus retrouvent un calme relatif dès l'automne 1970 et la nouvelle gauche étudiante est en pleine décomposition avant la signature des accords de Paris (27 janvier 1973), qui mettent fin à l'intervention américaine. D'autre part, les contradictions profondes de la société américaine n'ont pas disparu dans les années

1970. La révolte des campus apparaît donc comme la résultante d'une crise de société et d'une conjoncture politique particulière dans laquelle la guerre du Vietnam a été, momentanément, un facteur essentiel de radicalisation. La guerre, en effet, a beaucoup contribué à accélérer les mutations idéologiques de la nouvelle gauche, entre 1960 et 1970.

Du libéralisme au «communisme révolutionnaire»

Dans un premier temps (1960-1965), les activistes étudiants se réclament des idéaux américains (liberté, égalité, recherche du bonheur...) qu'ils estiment avoir été trahis par les politiciens libéraux. L'idéologie initiale de la nouvelle gauche doit bien davantage à la tradition libérale américaine, à C.W. Mills et aux sociologues critiques des années 1950 (D. Riesman, W.H. Whyte...), à la non-violence active des pacifistes radicaux et des militants pour les droits civiques, qu'à Marx et aux penseurs socialistes. La société américaine est dénoncée d'un point de vue moraliste et humaniste beaucoup plus que dans ses structures économiques. Les premiers contestataires s'adressent à tous ceux qui sont écartés des instances de décision par une «élite au pouvoir» (politiciens, hommes d'affaires, militaires) cynique et manipulatrice. Ils critiquent le fonctionnement des institutions américaines sans remettre en cause leur fondement. Ils veulent pallier les insuffisances de la démocratie représentative par des formes de démocratie directe qu'il conviendra aux citoyens ordinaires de définir à tous les niveaux de la vie sociale. Les mots d'ordre - *Laissez les gens décider eux-mêmes, démocratie à la base, démocratie de participation* - témoignent du désir de donner la parole aux humbles, aux déshérités. Le SDS et le FSM de Berkeley ont à cœur de donner l'exemple, refusant le centralisme et la hiérarchie, banissant (théoriquement) les leaders et instaurant la prise de décision par consensus entre leurs membres.

A partir de 1965, sous l'effet conjugué de l'intensification de la guerre au Vietnam, du sentiment d'avoir été trompé par les libéraux au pouvoir (1960-1968), du succès des thèses séparatistes dans la communauté



noire (succès attesté par la popularité du slogan «Pouvoir noir»), et de la répression, souvent violente, qui accueille la contestation, les activistes, toutes tendances confondues, durcissent le ton. Le système - l'ensemble des institutions économiques, sociales et politiques américaines - leur apparaît peu à peu comme un tout indissociable: le capitalisme monopolistique engendre l'impérialisme et secrète un Etat aux ordres et une société autoritaire, dont toutes les institutions, à commencer par l'Université, renforcent le caractère oppressif⁷. L'idée que ce système n'est pas amendable sans révolution préalable à caractère socialiste (indéterminé) fait son chemin. Dans le courant de l'année 1967, têtes pensantes et responsables du SDS se tournent vers le marxisme dans lequel ils voient une «philosophie révolutionnaire cohérente, synthétique et explicite» (Carl Oglesby)⁸. La tendance s'accroît l'année suivante, surtout après la révolte, violemment réprimée, de l'université new-yorkaise de Columbia (mars-avril 1968). Tom Hayden écrit alors que les étudiants se perçoivent de plus en plus comme «internationalistes et révolutionnaires, en rupture avec l'impérialisme des institutions dans lesquelles ils ont été élevés et éduqués»⁹. Bernardine Dohrn, qui sera ensuite élue à la direction du SDS, déclare au même moment qu'elle se considère com-

meune «communiste révolutionnaire»¹⁰. Les violences policières commises à l'occasion de la Convention démocrate de Chicago, en août 1968, achèveront de radicaliser les esprits et les propos.

En juin 1969, le SDS se scinde en fractions rivales (*Progressive Labor Party, Revolutionary Youth Movement I et II*) qui se prennent toutes pour l'avant-garde révolutionnaire. Le RYM II, dit *Weatherman*, va jusqu'à prôner la lutte armée, mise en pratique en 1970 par quelques attentats contre des bâtiments (mais non contre des personnes). Cette fuite dans l'extrémisme engendre querelles et scissions permanentes, reflux du militantisme, chute des effectifs et retour au calme sur les campus. La nouvelle gauche est portée disparue après la sévère défaite de George McGovern, candidat démocrate soutenu par la fraction la plus modérée des activistes, aux élections présidentielles de novembre 1972. R. Nixon, cible privilégiée des contestataires de toutes obédiences, est triomphalement réélu.

Un échec prévisible

La nouvelle gauche a échoué dans son ambition première d'instaurer une «démocratie de participation» qui, de la base au sommet, aurait régénéré le modèle élitaire de la

Manifestation pacifiste. Photo X-DR.

7. Voir par exemple Carl Oglesby et Richard Shaull, *Containment and Change*, New York, MacMillan, 1967.

8. Carl Oglesby (président du SDS en 1965-1966), cité par K. Sale, *op. cit.*, p. 391.

9. Tom Hayden, «The Trials», *Ramparts*, 15 juin 1968. Texte repris dans Immanuel Wallerstein et Paul Starr ed., *The University Crisis Reader*, New York, Random House, 1971, vol. II, p. 164.

10. Cité par K. Sale, *SDS, op. cit.*, p. 469.



Manifestation à l'Université de Berkeley. Photo X-DR.

démocratie représentative. La nouvelle gauche a encore moins réalisé son rêve ultime de créer une organisation révolutionnaire structurée et efficace. Ce double échec s'explique en partie par des éléments extérieurs au Mouvement - répression¹¹, système politique bi-partisan qui rejette à la marge les protestataires ou les neutralise en les absorbant¹². Mais le déclin de la nouvelle gauche est surtout imputable aux attitudes cultivées, dès le départ, par les activistes étudiants et poussées au paroxysme en 1968-1969 : *activisme anti-intellectuel*, qui favorisa un confusionnisme idéologique propice à la diffusion aussi bien du prêt-à-penser marxiste que des délires «mystiques» de la contre-culture (non réductible à cet aspect) ; *moralisme existentiel* qui, sous prétexte d'harmoniser ses convictions et sa manière de vivre, aboutit le plus souvent à faire de l'action une fin en soi, une épreuve où se joue le salut individuel plutôt qu'un moyen au service d'un projet politique ; *sentiment de culpabilité* incitant les étudiants, issus de milieux relativement favorisés, à adopter une *fausse identité de classe*, à s'assimiler aux pauvres, aux prolétaires ou aux «damnés de la terre» ; *sensibilité libertaire*, qui entrava l'organisation de l'action, attisa la méfiance des partis et du jeu politique, suscita un *anti-électorisme* et un *anti-étatisme* croissants, paralysant et isolant la

nouvelle gauche par manque de relais politiques.

Ces tendances s'accroissent avec l'influence croissante de l'hédonisme individuel, propagé par la contre-culture, sur les activistes politiques, à partir de 1968. La «politique existentielle» des tenants de la révolution culturelle (hippies, féministes et homosexuels radicaux) postule en effet que le «personnel est politique», c'est-à-dire que le domaine politique est une simple excroissance des rapports interpersonnels qui forment la trame de la vie quotidienne. Pour beaucoup d'activistes, déçus ou désarçonnés par le sectarisme et la violence de la nouvelle gauche, la révolution de la vie privée devient un refuge ou un substitut à l'action politique. Et ce au grand bénéfice des gourous d'opérette et des marchands de «méditation transcendante», qui surent capitaliser - au sens propre - le désarroi des consciences militantes (Rennie Davis, ancien responsable du SDS, se mit au service du grotesque et poupin Maharaj Ji). La nouvelle gauche, nébuleuse de groupes épars, s'est désagrégée dès lors que l'activisme anti-intellectuel et anti-autoritaire s'est exacerbé au point d'interdire le débat d'idées la prise en compte des réalités, la clarification des objectifs et le minimum d'organisation et de coordination nécessaires à tout projet de transformation sociale.

Conséquences immédiates et effets à long terme

La dérive et la désintégration rapide de la nouvelle gauche étudiante n'effacent pas ses conséquences immédiates ni ses effets à long terme dans la société américaine.

Dans les universités mêmes, les activistes obtinrent des réformes qui les associèrent davantage à la gestion, et des programmes d'études spéciales sur les minorités (*Black Studies, Women's Studies*). Les professeurs et les chercheurs contestataires formèrent des comités radicaux (*radical caucuses*) au sein des associations de spécialistes (sociologie, économie, études asiatiques...¹³). Le marxisme retrouva droit de cité dans des cercles intellectuels d'audience non négligeable, produisant aujourd'hui encore, ouvrages et revues¹⁴. En ce qui concerne la guerre du Vietnam, la mobilisation des campus fut un des facteurs qui incitèrent le président Johnson à ne pas se représenter en 1968. Mais cette mobilisation fut apparemment sans effet sur la politique vietnamienne du président Nixon. En fait, l'agitation étudiante contribua à sensibiliser l'opinion publique puis, vers 1968, à la retourner et à la rendre hostile à l'intervention américaine. Le gouvernement Nixon fut donc indirectement incité à négocier la paix, réclamée par une fraction croissante du personnel politique, par conviction ou par opportunisme électoral.

Au niveau de la société globale, l'agitation étudiante contribua au succès du mouvement pour les droits civiques et, par là, aux lois et aux mesures antiségrégationnistes qui améliorèrent la condition des Noirs et d'autres minorités ethniques : *Civil Rights Act, 1964* ; *Voting Rights Act, 1965* ; programmes d'«action positive» (affirmative action), encouragés par le gouvernement à partir de 1965, réservant aux membres des minorités un certain quota à l'embauche ; compensations financières versées par des firmes ou des municipalités aux victimes de la discrimination raciale ou sexiste... Par ailleurs, la nouvelle gauche est à l'origine des mouvements de libération des femmes et des homosexuels, mouvements qui lui ont survécu dans les années 1970. L'agitation étudiante a stimulé

11. Voir à ce sujet Robert J. Goldstein, *Political Repression in America. From 1870 to the Present*, Cambridge, Schenkman, 1978.

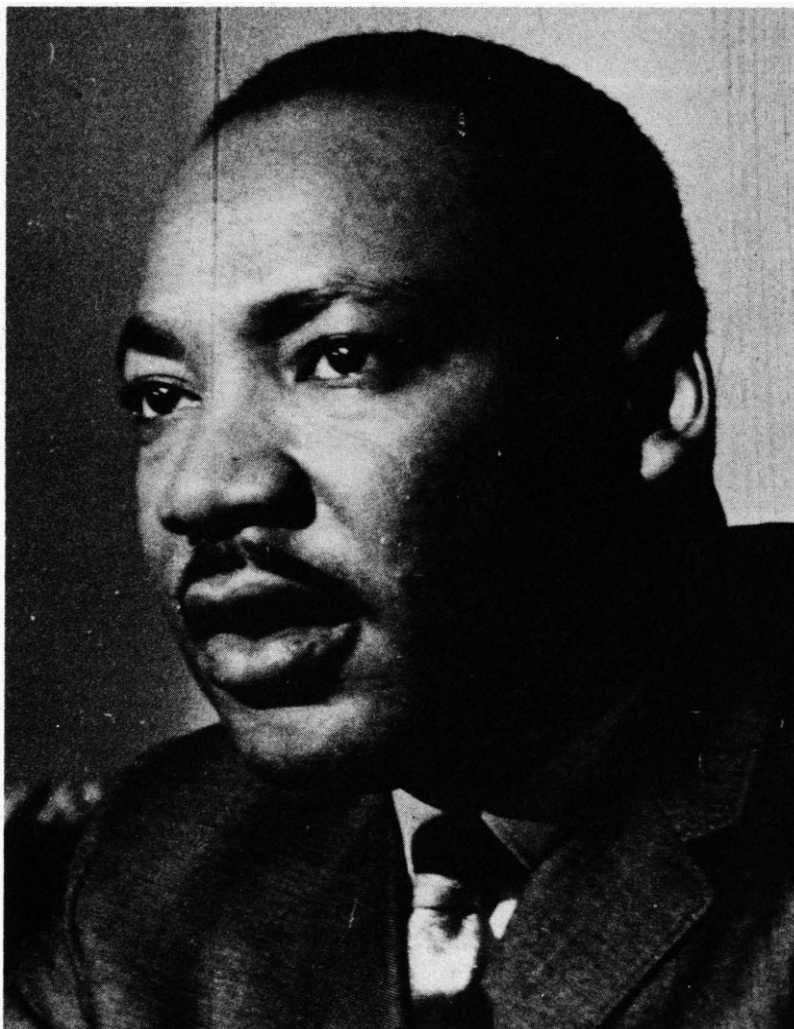
12. Cf. Marie-France Toinet, *Le système politique américain*, Paris, PUF, 1987 (coll. Thémis).

13. Voir Jean Chesnaux, «Le mouvement des «Radical Caucuses» dans les sciences humaines aux Etats-Unis, *L'Homme et la société*, avril-mai-juin 1970.

14. Pour un bilan (exagérément) optimiste de ce marxisme universitaire, voir Bertell Ollman et Edward Vernoff, ed., *The Left academy. Marxist Scholarship on American campuses*, New York, McGraw Hill, 1982.



Robert Kennedy et
Pierre Mendès-France.
Photo Elie Kagan.



Le Pasteur Martin
Luther King. Photo
Elie Kagan.

également des mouvements plus modérés : pour la défense des consommateurs (Ralph Nader), pour l'assainissement de la vie publique (*Common Cause*) ou pour la protection de l'environnement. Le bilan de la nouvelle gauche, imprégnée sur le tard de contre-culture, est donc (à nos yeux du moins) positif : réformes universitaires, lois et mesures sociales, nouvelle visibilité et montée en influence politique des minorités, effervescence de la société civile (prolifération d'associations en tous genres), renouveau du débat d'idées avec entrée en lice de sujets tabous («chauvinisme mâle», homosexualité, avortement, drogue, viol, pornographie...), libéralisation des mœurs et évolution des mentalités vers plus de tolérance.

Cette libéralisation entraînera bien, à la fin des années 1970, une réaction puritaine et conservatrice, dans une fraction importante de l'électorat, celle qui contribuera à la victoire de R. Reagan aux présidentielles de 1980 et 1984. Mais le président Reagan, très offensif au départ, dut reculer et tenir compte du rapport des forces, désormais plus favorable aux désavantagés. Ainsi se crut-il obligé d'affirmer, dans l'été 1983, son engagement à éliminer la discrimination qui frappe les «Noirs, les femmes, les handicapés et autres minorités» (sic)¹⁵. Dans l'ensemble, malgré quelques succès, le reaganisme n'a pas réussi à effacer les acquis des années soixante¹⁶. Acquis défendus par des contestataires qui ont modifié leur rhétorique révolutionnaire et leurs méthodes d'action au cours des années 1970 et 1980. Ils ne contestent plus le système en tant que tel, préférant dénoncer tel ou tel de ses aspects et s'attaquer à des problèmes aussi précis que divers (de l'apartheid en Afrique du Sud à la course aux armements, en passant par les loyers, les services publics, etc...). Rassemblés dans des mouvements catégoriels (Noirs, femmes, homosexuels, environnementalistes...), ou des groupes d'implantation essentiellement locale, ils acceptent souvent de recourir aux *lobbying*, de soutenir des candidats progressistes aux élections, voire d'intenter des actions en justice. Ce nouvel activisme, qui déborde largement le cadre des universités, apparaît à la fois plus légaliste et électo-

raliste, plus circonscrit et fragmenté que par le passé.

Mais la rupture avec les années soixante est moins profonde qu'il n'y paraît. D'une part, bon nombre de vétérans de la nouvelle gauche se sont réinvestis dans ce nouvel activisme qu'ils imprègnent de leur expérience. D'autre part il règne dans les rangs contestataires, aujourd'hui comme hier, une sensibilité libertaire qui entretient une grande méfiance à l'égard de l'organisation hiérarchisée et centralisée. Mouvements catégoriels et groupes locaux acceptent tout au plus de constituer des réseaux très lâches (*Citizen Action*, formé en 1979, implanté dans 25 Etats et revendiquant deux millions d'adhérents) ou de former des coalitions aussi éphémères qu'hétérogènes pour organiser des manifestations de masse à Washington (du 19 au 24 avril 1985, une cinquantaine de milliers de personnes protestent à la fois contre l'intervention en Amérique centrale, la course aux armements, la discrimination raciale ou sexuelle, l'apartheid en Afrique du Sud ; le 25 avril 1987, environ 35 000 personnes défilent contre la politique centre-américaine de Reagan¹⁷). Comme dans les années soixante, les petites formations politiques visant à regrouper les protestataires à l'échelle nationale (*Citizens Party*, *Democratic Socialists of America*) n'ont pas réussi à constituer des pôles d'attraction durables, capables de menacer l'hégémonie du Parti démocrate ou de «réaligner» à gauche ce dernier.



New York. 24 octobre 1970. Manifestation du Progressive Labor Party. Photo X-DR.

Une tradition radicale retrouvée et renouvelée

Le sentiment que le pouvoir est à prendre d'en bas plutôt que d'en haut, l'idée que l'action directe et l'organisation à la base sont plus efficaces que l'action électorale et l'adhésion à un parti, l'exigence de participation directe des citoyens à la chose publique, caractérisent à la fois la nouvelle gauche des années soixante et l'activisme protestataire des deux décennies suivantes. Antiautoritarisme, antiétatisme et apolitisme (refus du jeu politique traditionnel) constituent le lien qui relie les contestataires des années 1960, 1970 et 1980 à une certaine tradition protestataire américaine, le *Dissent*, défi lancé aux autorités par l'indi-

vidu moralement indigné, qui prend des risques au nom de ses convictions. Ce radicalisme, moral et existentiel, inauguré par les dissidents religieux au 17^e et au 18^e siècles, repris au 19^e siècle par les transcendentalistes, les antiesclavagistes, les féministes, les utopistes communautaires et une fraction des anarchistes, a été explicité par Henry David Thoreau, en 1848, dans *De la désobéissance civile*. Ouvrage qui inspira Gandhi, Tolstoï et, aux Etats-Unis même, les pacifistes radicaux (A.J. Ruste, D. Delliger), ainsi que les pionniers du mouvement pour les droits civiques et M.L. King. Ce radicalisme ignore la lutte des classes et la politique partisane. Il considère la société comme un conglomérat

d'individus, dotés d'un sens moral inné et d'un libre-arbitre grâce auxquels ils font l'histoire. Antiautoritaire, il encourage l'action directe, ponctuelle et exemplaire, qui en appelle au sens éthique de l'adversaire. Plus réformiste que révolutionnaire, il vise la prise de conscience plutôt que la prise du pouvoir. La nouvelle gauche a été imprégnée par ce radicalisme jusqu'en 1968, avant de sombrer dans la vulgate marxiste-léniniste et la prose maoïste.

Mais la contestation américaine des années 1960 n'a pas été la simple résurgence d'un radicalisme autochtone, ou d'un gauchisme suranné à coloration tiers-mondiste. L'originalité de cette contestation a tenu d'abord à son ampleur inéga-

15. Cité dans *International Herald Tribune*, 28 août 1983.

16. Voir M.C. Granjon, «La contestation dans l'Amérique de Reagan», *Intervention*, n° 16, avril, mai, juin 1986, pp. 39-43.

17. Voir les *New York Times* des 20 avril 1985 et 26 avril 1987.



lée, dans les universités notamment. De surcroît, la nouvelle gauche a exprimé des contradictions et des problèmes propres aux sociétés industrielles avancées : sentiment d'aliénation des individus dans un monde bureaucraté et informaté, insuffisances de la démocratie représentative, contradictions de l'enseignement de masse, marginalisation des minorités, manipulation des citoyens et des consommateurs par les grands moyens d'information et par les appareils publicitaires, destruction de l'environnement. Il n'est donc pas étonnant que le Mouvement américain ait présenté des ressemblances avec la contestation française de Mai 68 (ou avec celle d'autres pays européens¹⁸).

Nouvelle gauche américaine, Mai 68 et leurs retombées

Jusqu'en 1968, contestataires américains et gauchistes français s'ignorent. Ces derniers sont plus portés à la théorie et à la réflexion historique, plus attachés aux con-

cepts marxistes que les activistes américains. Mai 68 estompe ces différences au profit d'une communauté d'attitudes (spontanisme antiautoritaire, moralisme existentiel), de thèmes (Université, reflet et instrument de la société inégalitaire et hiérarchique ; aliénation, fausse conscience, manipulation, abolition de la distinction dirigeants-dirigés ; la fête, la joie, le jeu pour «changer la vie»...), de méthodes d'action (directes et exemplaires), d'organisation (comités d'action autonomes) et, enfin, d'objectifs (la révolution globale, à la fois politique et culturelle). En dépit de son ouvriérisme patent - il fallait rallier Billancourt à tout prix - Mai 68 a véhiculé un «gauchisme existentiel» (Edgar Morin), qui s'est épanoui dans les années 1970. Ce gauchisme s'est exprimé notamment dans le journal *Tout* (organe de *Vive la Révolution*, novembre 1969 - mai 1970), dans le mouvement de libération des femmes ou dans le Front homosexuel d'action révolutionnaire et, surtout, dans *Actuel* première manière (1970-

1975) fasciné par la contre-culture américaine. Ce qu'on appellera la nouvelle culture ou la nouvelle gauche dans la France des années soixante-dix regroupait les adeptes de ce «gauchisme existentiel», plus culturel que politique, aux contours mal définis. Les écologistes (Les Amis de la Terre), les antinucléaires, les militants du Mouvement pour une alternative non-violente (1974), une fraction du PSU, en constituaient les éléments les plus actifs et les plus organisés. Cette gauche, dite encore «alternative», antiautoritaire et antiétatiste, hostile au «capitalisme des monopoles» comme au capitalisme d'Etat, ayant cessé de croire au rôle privilégié de la classe ouvrière, rappelle étrangement la nouvelle gauche américaine des années 1960-1968 (avant la brève poussée ouvriériste et tiers-mondiste en 1969-1970) et son prolongement, l'activisme protestataire des années 1970 et 1980.

Aux Etats-Unis comme en France, la contestation issue des années soixante a davantage transformé les

Photo X-DR.



18. Voir M.C. Granjon, *L'Amérique de la contestation, op. cit.*, chap. 29.

relations sociales, la trame de la vie quotidienne - rapports hommes-femmes, parents-enfants, professeurs-élèves ou étudiants, administration-citoyens, employeurs-employés ; relations entre les races et les ethnies, les autochtones et les immigrants ; attitudes à l'égard du comportement sexuel, de l'avortement, des mœurs... - que le système politique en tant que tel. Celui-ci a conservé, à peu de choses près, les mêmes règles du jeu électoral et partisan. Certes, le Parti démocrate américain ou le Parti socialiste français ont absorbé une partie des contestataires, qui ont contribué à faire adopter quelques thèmes ou quelques revendications dans les programmes respectifs de ces partis. Mais aucune formation nouvelle, ni en France ni aux Etats-Unis, contrairement à l'Allemagne fédérale (avec les Verts), n'a su capitaliser l'esprit protestataire des années soixante et lui offrir un débouché politique. L'abstentionnisme électoral grandissant aux Etats-Unis, et la mauvaise image de marque de la « politique politicienne » en France, doivent peut-être un peu -

parmi beaucoup d'autres causes - à cette absence de traduction politique propre aux nouveaux mouvements sociaux.

L'avenir dira si la candidature de Pierre Juquin dans la mouvance des « rénovateurs » (du PCF) redonnera vie à ce courant « écolo-alternatif », issu de Mai 68. L'avenir dira aussi si la fin du reaganisme et la campagne présidentielle de 1988 permettront à la contestation américaine - par le biais de la candidature de Jess Jackson ou d'autres - d'être un peu plus que la mouche du coche du Parti démocrate. Quoiqu'il en soit, les Etats-Unis et la France d'aujourd'hui restent profondément marqués par les phénomènes protestataires des années soixante, qui ont provoqué ou accéléré des mutations sociales, culturelles et idéologiques, propres aux pays occidentaux développés.

Marie-Christine GRANJON
chargée de recherche au
Centre d'études et de recherches
internationales (CERI)
de la Fondation nationale
des sciences politiques

